

SBnF CGT
FSU BnF
Sud Culture BnF

le 24 mars 2016 à Paris

Monsieur Bruno Racine
Président de la BnF

Objet : dépôt d'un préavis de grève pour les personnels de la BnF

Monsieur le Président,

A l'heure de la mobilisation nationale demandant le retrait du projet de loi dit "travail" dans laquelle nous nous inscrivons totalement et suite à la décision du 8 février dernier des organisations syndicales du Ministère de la culture d'une journée nationale de mobilisation le 31 mars concernant l'avenir du Ministère, les organisations syndicales de la BnF entendent pleinement participer à ces initiatives.

Depuis 2009, le Ministère de la culture est touché par des suppressions de postes et des réductions budgétaires sans précédent fragilisant dangereusement l'accomplissement de ses missions et parfois leur pérennité même. La BnF ne fait pas exception. L'établissement est même dans le peloton de tête du Ministère avec la perte de plus de 250 postes et 10 millions de subventions de l'Etat rendant toujours plus difficiles l'exercice des missions et le travail des agents.

Au mois de novembre dernier, les organisations syndicales avaient alerté la Direction sur une situation très dégradée. Des services pourtant essentiels à la bonne marche de l'établissement vivent dans un contexte de "crise" (médecine de prévention, DdRH) ; pendant que d'autres pâtissent de sous-effectif multipliant les difficultés et les cas de mal-être au travail ; les réorganisations de services s'enchaînent laissant souvent les personnels désorientés voire meurtris.

L'administration ne prend pas assez en compte la dégradation des conditions de travail, la pénibilité liée en particulier à des tâches répétitives. La carrière de nombreux agents ne progresse que très lentement entraînant insatisfaction et démotivation. Quant aux agents vacataires, les plus précaires d'entre nous, l'établissement en a abusivement recours et les maintient sous des contrats leur permettant à peine de vivre.

C'est pourquoi, le SBnF-CGT, avec la FSU BnF et Sud Culture BnF, déposent un préavis de grève à compter du 31 mars 2016 et couvrant l'ensemble du mois d'avril, jusqu'au 30 avril 2016 inclus pour l'ensemble du personnel de l'établissement afin de leur permettre de participer aux différentes actions. Nous revendiquons les points suivants :

- l'arrêt des suppressions de postes prévu pour les trois années à venir : 18 postes en 2016, 14 en 2017 et encore 14 en 2018

- la création de postes d'agents titulaires pour répondre aux besoins de l'établissement et lutter contre le sous-effectif et la fin programmée de certaines filières (Métiers d'art)
- l'appel rapide de l'intégralité de la liste complémentaire du recrutement direct de magasiniers
- un plan d'actions pour résorber les difficultés en matière de gestion de ressources humaines afin d'améliorer la carrière des personnels et agir efficacement contre le mal-être au travail
- l'amélioration des conditions de travail des agents, en particulier les magasiniers
- la prise en compte des travaux sur le site de Richelieu et de leurs conséquences sur le fonctionnement des services et les conditions de travail des personnels
- le rétablissement du budget de la BnF à un niveau lui permettant d'assurer ses missions de service public
- l'arrêt de la marchandisation des espaces et collections de la BnF
- l'application des dispositions et préconisations de l'instruction ministérielle du 27 juillet 2015 afin de lutter contre la précarité des agents vacataires et améliorer la gestion des personnels contractuels

Nous restons à votre disposition pour l'ouverture de négociations comme le prévoit la réglementation et nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sincères salutations.

Pour la CGT BnF, FSU BnF, Sud Culture BnF
Christine Patureau
Secrétaire générale de la CGT BnF

copies à :

Madame Audrey Azoulay, Ministre de la culture et de la communication
Monsieur Frédéric Lenica, Directeur du Cabinet
Madame Silvy Castel, conseillère chargée du livre, de la lecture, de la musique et du jeu vidéo
Monsieur Christopher Miles, secrétaire général
Monsieur Martin Adjani, directeur général des médias et industries culturelles
Monsieur Nicolas Georges, directeur chargé du livre et de la lecture
Madame Valérie Renault, secrétaire générale de la CGT Culture